

**Art. 5.** De voorzitter van de rechtbank kan, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, het aantal kamers en de bevoegdheden ervan tijdelijk wijzigen.

In dit geval, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en wordt onmiddellijk kennis gegeven aan de eerste voorzitter van het arbeidshof.

**Art. 6.** De voorzitter van de rechtbank bepaalt, na het advies van de arbeidsauditeur te hebben ingewonnen, de dagen en uren van de vakantiezittingen en wijst de magistraten aan die er zitting nemen. De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde de lijsten wijzigen wegens de behoeften van de dienst.

**Art. 7.** Het koninklijk besluit van 29 april 1992 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de arbeidsrechtbank te Neufchâteau, wordt opgeheven.

**Art. 8.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2007.

**Art. 9.** Onze Minister van Justitie en Onze Minister van Werk worden, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 maart 2008.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,

J. VANDEURZEN

De Minister van Werk,

J. PIETTE

**Art. 5.** Le président du tribunal peut en outre, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, modifier temporairement le nombre et l'attribution des chambres.

Dans ce cas, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la cour du travail en est immédiatement informé.

**Art. 6.** Le président du tribunal établit, après avoir pris l'avis de l'auditeur du travail, les jours et heures des audiences de vacations et désigne les magistrats qui doivent y siéger. Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ces tableaux en raison des nécessités du service.

**Art. 7.** L'arrêté royal du 29 avril 1992 fixant le règlement particulier du tribunal du travail de Neufchâteau est abrogé.

**Art. 8.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2007.

**Art. 9.** Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre de l'Emploi sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mars 2008.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,

J. VANDEURZEN

Le Ministre de l'Emploi,

J. PIETTE

## GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

### REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 864 (2008 — 217)

[2008/200817]

**20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution de l'article 55 du décret du 8 décembre 2005 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale. — Errata**

Les articles 4, 5 et 6 de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 24 janvier 2008, à la page 3770, doivent se lire comme suit :

"Art. 4. A l'article L2212-45 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le paragraphe 3 est remplacé comme suit :

"§ 3. Les rétributions et avantages en nature dont bénéficie un député provincial en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique tels que définis à l'article L 5111-1 du présent Code, ne peuvent excéder la moitié du montant du traitement prévu au § 1<sup>er</sup>.

En cas de dépassement de la limite fixée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le montant du traitement du député provincial et/ou des rétributions et avantages en nature perçus par le député provincial en raison de ses mandats dérivés et de ses mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique est réduit à due concurrence."

Au même article, le paragraphe 6 est abrogé.

Art. 5. La cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation est remplacée par :

"CINQUIEME PARTIE — SUR LES OBLIGATIONS DES MANDATAIRES  
EN MATIERE DE DECLARATION DE MANDATS ET DE REMUNERATION

Livre I<sup>er</sup>. — Définitions

Titre unique

Chapitre unique

Article L5111-1. Pour l'application des articles L 5211-1 à 5511-1 du présent Code, il faut entendre par :

- mandat originaire : le mandat de conseiller communal, d'échevin, de bourgmestre, de député provincial, de conseiller provincial ou de président du centre public d'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal;

- mandat dérivé : toute fonction exercée par le titulaire d'un mandat originaire et qui lui a été confiée en raison de ce mandat originaire, soit par l'autorité dans laquelle il exerce celui-ci, soit de toute autre manière;

- mandataire : tout titulaire d'un mandat originaire ou d'un mandat dérivé;

- mandat privé : tout mandat exercé dans un organe de gestion d'une personne juridique ou d'une association de fait et qui n'est pas un mandat dérivé;

- mandat originaire exécutif : les fonctions de bourgmestre, d'échevin, de député provincial et de président du conseil de l'action sociale si la législation qui lui est applicable prévoit sa présence au sein du collège communal;

- mandat, fonction et charge publics d'ordre politique : tout mandat, fonction ou charge publics d'ordre politique qui ne s'analyse ni comme un mandat originaire, ni comme un mandat dérivé;

Pour l'application de l'article L1122-7, § 2, et L2212-7, § 2, ne constituent pas un mandat, une fonction ou une charge publics d'ordre politique, les fonctions de Ministres, de Secrétaires d'Etat fédéraux et de Membres d'un Gouvernement régional ou communautaire;

- mandat, fonction dirigeante ou profession, quelle qu'en soit la nature, exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger : mandats, fonctions dirigeantes ou professions qui ne s'analysent pas comme un mandat originaire ou dérivé, ni comme un mandat, une fonction ou une charge publics d'ordre politique.

Le mandat privé est considéré comme un mandat, une fonction dirigeante ou une profession au sens la présente définition;

- personnes non élues : les personnes qui ne sont pas titulaires d'un mandat originaire et qui, à la suite de la décision de l'un de des organes de la commune, la province, une intercommunale, une régie communale ou provinciale autonome ou une société de logement exercent des responsabilités dans la gestion d'une personne juridique ou d'une association de fait;

- rétribution : toute somme généralement quelconque qui est payée en contrepartie de l'exercice d'un mandat originaire, d'un mandat dérivé, d'un mandat, d'une fonction et d'une charge publics d'ordre politique ou d'un mandat, d'une fonction dirigeante ou d'une profession, quelle qu'en soit la nature, exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger;

- avantage en nature : tout avantage généralement quelconque qui ne se traduit pas par le versement d'une somme et qui est consenti en contrepartie de l'exercice d'un mandat originaire, d'un mandat dérivé ou d'un mandat, d'une fonction et d'une charge publics d'ordre politique au sens du présent livre. L'avantage est évalué conformément à l'article L5311-2, § 1<sup>er</sup>, du présent Code;

- organe de contrôle : la personne juridique ou le service institué à cette fin par le législateur décrétal ou par le Gouvernement, étant entendu que tant que l'organisme de contrôle n'a pas été créé, ses pouvoirs sont exercés par le Gouvernement ou le service à qui le Gouvernement délègue cette mission.

## Livre 2. — Sur les déclarations

### Titre unique

#### Chapitre unique

Article L5211-1. § 1<sup>er</sup>. La déclaration qui doit être remplie par les titulaires d'un mandat originaire comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1. indication des mandats originaires - volet 1;
2. indication des mandats dérivés - volet 2;
3. indication des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique - volet 3;
4. indication des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature, exercés tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger. La déclaration mentionne également lesquels de ces mandats, fonctions dirigeantes ou professions donnent lieu à l'octroi de rétributions ou d'avantages en nature - volet 4;
5. indication de la rétribution des mandats originaires ainsi que des avantages en nature liés aux mandats originaires - volet 5;
6. indication de la rétribution des mandats dérivés ainsi que des avantages en nature liés aux mandats dérivés - volet 6;
7. indication de la rétribution des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique - volet 7;
8. total des rétributions et des avantages en nature figurant dans les volets 5 à 7 - volet 8;

§ 2. La déclaration qui doit être remplie par les titulaires d'un mandat originaire exécutif comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les mêmes volets que ceux mentionnés au § 1<sup>er</sup> ainsi qu'un volet 9 qui contient l'indication des rétributions perçues dans le cadre de mandats privés. Ce volet est remis sous enveloppe scellée à l'organe de contrôle.

§ 3. La déclaration qui doit être remplie par des personnes non élues comprend, pour l'année qui précède celle où la déclaration est remplie, les volets suivants :

1. indication des mandats confiés et de l'organe qui les a confiés - volet 1;
2. indication des mandats qui sont la conséquence des mandats confiés - volet 2;
3. indication de la rétribution des mandats confiés et des avantages en nature liés aux mandats confiés - volet 3;
4. indication de la rétribution des mandats qui sont la conséquence des mandats confiés ainsi que des avantages en nature liés aux mandats qui sont la conséquence des mandats confiés - volet 4.

§ 4. Les modèles de déclaration sont établis par l'organe de contrôle.

§ 5 L'organe de contrôle conserve les déclarations qui lui sont remises pendant une période de six ans. A l'issue de ce délai, il veille à leur destruction.

Article L5211-2. § 1<sup>er</sup>. Au plus tard le 30 juin de chaque année, les titulaires d'un mandat originaire adressent à l'organe de contrôle, par voie recommandée ou selon les modalités que ce dernier détermine, une déclaration comprenant les volets 1 à 8 tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 1<sup>er</sup>.

§ 2. Au plus tard le 30 juin de chaque année, les titulaires d'un mandat originaire exécutif adressent à l'organe de contrôle, par voie recommandée ou selon les modalités que ce dernier détermine, une déclaration comprenant les volets 1 à 9 tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 2.

§ 3. Au plus tard le 30 juin de chaque année, les personnes non élues adressent à l'organe de contrôle, par voie recommandée ou selon les modalités que ce dernier détermine, une déclaration comprenant les volets 1 à 4 tels qu'énumérés à l'article L5211-1, § 3.

Livre 3. — Sur les plafonds applicables en matière de rétribution et d'avantages en nature dans le cadre de l'exercice des mandats dérivés

Titre unique

Chapitre unique

Article L5311-1. § 1<sup>er</sup>. Les paragraphes suivants s'appliquent à l'exercice des mandats dérivés de président, de vice-président, d'administrateur ou d'administrateur chargé de fonctions spécifiques autres que la gestion journalière au sein du conseil d'administration ou de tout autre organe de gestion d'une personne morale ou d'une association de fait. Ils ne s'appliquent pas à l'exercice des mandats dérivés au sein des sociétés de logement. Constitue des fonctions spécifiques, le mandat exécutif au sens de l'article L 1531-2 du présent Code.

§ 2. Un administrateur, à l'exclusion de toute autre rétribution ou avantage en nature, peut percevoir un jeton de présence pour chaque séance de l'organe de gestion à laquelle il assiste. Le montant du jeton de présence ne peut être supérieur à celui d'un conseiller provincial.

Il ne peut être accordé au même membre qu'un jeton de présence par jour, quels que soient la nature et le nombre de réunions auxquelles il a assisté au sein de la même personne morale ou association de fait.

§ 3. Le montant maximal annuel brut de la rétribution et des avantages en nature de l'administrateur chargé de fonctions spécifiques autres que la gestion journalière ne peut être supérieur à 60 % du montant de la rétribution et des avantages en nature que perçoit le président de la même personne morale.

La rétribution inclut le montant des jetons de présence perçus.

§ 4. Le montant maximal annuel brut de la rétribution et des avantages en nature de la vice-présidence ne peut être supérieur à 75 % du montant de la rétribution et des avantages en nature que perçoit le président de la même personne morale.

La rétribution inclut le montant des jetons de présence perçus.

§ 5. Le montant maximal annuel brut de la rétribution et des avantages en nature du président ne peut être supérieur au montant qui figure en annexe au présent Code.

Ces montants maximaux de rétribution et d'avantages en nature résultent de l'addition des points selon les paramètres et la méthode de calcul déterminés dans cette même annexe.

Les montants maximaux sont liés aux fluctuations de l'indice des prix, conformément aux règles prescrites par la loi du 1<sup>er</sup> mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public.

Ils sont rattachés à l'indice pivot 138,01 du 1<sup>er</sup> janvier 1990.

§ 6. Si le jeton de présence, la rétribution et les avantages en nature de l'administrateur, de l'administrateur chargé de fonctions spécifiques autres que la gestion journalière, du vice-président et du président, sont supérieurs aux montants maximaux fixés à l'annexe du présent arrêté, le conseil d'administration procède, avant le 1<sup>er</sup> mars 2008, à la réduction de ceux-ci au plafond autorisé, en tenant compte des trois critères définis à ladite annexe.

Article L5311-2. § 1<sup>er</sup>. Le montant des avantages en nature dont bénéficient les titulaires d'un mandat dérivé est calculé sur base des règles appliquées par l'administration fiscale en matière d'impôts sur les revenus.

§ 2. Aucun mandataire ne peut être titulaire ou faire usage d'une carte de crédit émanant de la personne morale dans laquelle il exerce un mandat dérivé.

§ 3. Le présent article ne s'applique pas aux mandats exercés dans les sociétés de logement.

Article L5311-3. Les plafonds fixés aux articles précédents s'appliquent également aux personnes non élues.

Livre 4. — Sur la procédure de contrôle des déclarations

Titre 1<sup>er</sup>. — Sur l'organe de contrôle et ses pouvoirs

Chapitre unique

Article L5411-1. § 1<sup>er</sup>. L'organe de contrôle ou les personnes qui exercent ses fonctions sont le responsable du traitement au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 4, alinéa 2, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

§ 2. L'organe de contrôle vérifie la conformité de toutes les déclarations aux dispositions du présent Code. Il veille à ce que les obligations en matière de plafonds de rémunération et d'avantages en nature soient respectées.

§ 3. L'organe de contrôle peut se faire communiquer par la personne soumise à son contrôle son avertissement extrait de rôle, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession. Il peut également procéder à son audition.

S'il existe des indices d'infraction aux obligations prévues dans la présente partie du code, l'organe de contrôle peut se faire communiquer par tout tiers l'avertissement extrait de rôle du mandataire ou de la personne non élue, sa déclaration fiscale ainsi que tout document comptable ou toute pièce justificative en sa possession. Il peut également procéder à l'audition de ce tiers.

§ 4. Le personnel de l'organe de contrôle, statutaire ou contractuel, est tenu au secret professionnel conformément à l'article 458 du code pénal. Il ne peut diffuser des informations relatives à l'exercice de sa mission que dans le respect des règles de publicité prévues par le présent Code.

Titre 2. — Sur la procédure de vérification des déclarations des mandataires et des personnes non élues

Chapitre unique

Article L5421-1. § 1<sup>er</sup>. Lorsque, dans l'exercice de ses missions, l'organe de contrôle constate l'absence de déclaration alors que celle-ci était requise, relève une anomalie ou suspecte une irrégularité, il établit un avis dans lequel figurent les manquements qui sont susceptibles d'être reprochés à la personne concernée. Par personne concernée, on vise, selon le cas, le mandataire ou la personne non élue.

Cet avis est notifié par courrier recommandé.

§ 2. La personne concernée dispose d'un délai de quinze jours francs à partir de la notification de l'avis pour faire valoir, par courrier recommandé adressé à l'organe de contrôle, ses observations ou sa déclaration rectifiée, accompagnée d'une éventuelle demande d'audition. Ce délai de 15 jours est suspendu entre le 15 juillet et le 15 août.

§ 3. L'audition, si elle est sollicitée, a lieu dans un délai de quarante jours francs à partir de la date de réception par l'organe de contrôle du courrier recommandé visé au § 2. La personne concernée peut être assistée d'un conseil.

Un procès-verbal de l'audition est établi et communiqué dans les huit jours francs suivant l'audition, par courrier recommandé, à la personne concernée. Celle-ci dispose d'un délai de trois jours francs à dater de la réception du procès-verbal pour faire valoir ses observations par pli recommandé. A défaut, le procès-verbal est considéré comme définitif.

§ 4. L'organe de contrôle rend sa décision :

- dans les septante-cinq jours francs de la notification de son avis si la personne concernée n'y a pas réagi;
- dans les septante-cinq jours francs de la réception des observations ou de la déclaration rectifiée du mandataire s'il n'y a eu d'audition de la personne concernée;
- dans les septante-cinq jours francs de l'établissement définitif du procès-verbal de l'audition si celle-ci a eu lieu.

La décision de l'organe de contrôle est adressée par lettre recommandée à la personne concernée.

Un recours, fondé sur l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision.

§ 5. Si dans les six mois suivant la réception de la déclaration, l'organe de contrôle n'a pas adressé l'avis visé au § 1<sup>er</sup>, la déclaration est présumée conforme aux dispositions du présent Code pour l'année de référence.

Article L5421-2. § 1<sup>er</sup>. La décision de l'organe de contrôle porte sur l'existence et la conformité des déclarations aux dispositions du présent Code qui ont fait l'objet de la procédure visée à l'article L5421-1.

Elle comporte, s'il y a lieu, le décompte des sommes trop perçues par le mandataire pour le passé et les conditions du remboursement.

§ 2. La personne concernée rembourse, dans les soixante jours francs de la réception de la notification de la décision de l'organe de contrôle, les sommes trop perçues visées au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

L'organe de contrôle peut prolonger ce délai d'une durée qu'il détermine pour autant que l'intéressé ait fait valoir par pli recommandé, dans les quinze jours francs de la notification de la décision, les motifs exceptionnels qui fondent sa requête.

Si la personne concernée est un mandataire, le remboursement se fait à la commune ou à la province dans laquelle elle exerce son ou ses mandats originaires. Lorsque le mandataire est titulaire d'un mandat originaire à la fois dans une province et dans une commune, le remboursement se fait au bénéfice de la commune.

Si la personne concernée est une personne non élue, le remboursement se fait à la commune, à la province, à l'intercommunale, à la régie communale ou provinciale autonome ou à la société de logement dont l'organe a désigné la personne concernée auprès de la personne juridique ou de l'association de fait qui a versé le trop perçu.

La personne concernée adresse, sans délai, à l'office de contrôle la preuve du remboursement.

§ 3. La décision de l'organe de contrôle est transmise par ce dernier à la commune, à la province, à la personne morale de droit public, à la personne morale de droit privé ou à l'association de fait concernée. Celle-ci signale à l'office de contrôle que le remboursement a bien été effectué.

### Titre 3. — Sur la déchéance et les sanctions

#### Chapitre unique

Article L5431-1. § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement, au terme de la procédure décrite au paragraphe 2, peut constater la déchéance :

- des mandats originaires, en ce compris les mandats exécutifs originaires, et des mandats dérivés de tout mandataire communal ou provincial;
- des mandats confiés à des personnes non élues à la suite d'une décision prise par un organe de la commune, de la province, d'une intercommunale, d'une régie communale ou provinciale autonome ou d'une société de logement, lorsque la personne concernée n'a pas déposé de déclaration, a établi sciemment une fausse déclaration ou a omis de rembourser les sommes indûment perçues dans le délai qui lui est imparti.

§ 2. L'organe de contrôle communique à l'intéressé par voie de recommandé une notification des faits de nature à entraîner la déchéance.

Vingt jours au plus tôt après la transmission de la notification, et après avoir entendu si elle en a fait la demande dans un délai de 8 jours à dater de la réception de la notification la personne concernée éventuellement accompagnée du conseil de son choix, le Gouvernement peut constater la déchéance dans une décision motivée.

Cette décision est notifiée par les soins du Gouvernement à la personne concernée et à l'organe dans lequel elle exerce ses mandats originaires et dérivés.

Un recours, fondé sur l'article 16 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, est ouvert contre cette décision. Il doit être introduit dans les quinze jours de sa notification.

Si, ayant connaissance de la cause de sa déchéance suite à la réception de la notification visée à l'alinéa 3 du paragraphe 2, l'intéressé continue l'exercice de ses fonctions, il est passible des peines commuées par l'article 262 du Code pénal.

### Livre 5. — Sur la publicité des déclarations et des travaux de l'organe de contrôle

#### Titre unique

#### Chapitre unique

Article L5511-1. § 1<sup>er</sup>. L'organe de contrôle tient un cadastre des mandats. Celui-ci comprend pour chaque mandataire, l'indication des mandats originaires, des mandats dérivés, des mandats, fonctions et charges publics d'ordre politique et des mandats, fonctions dirigeantes ou professions, quelle qu'en soit la nature exercé tant dans le secteur public que pour le compte de toute personne physique ou morale, de tout organisme ou association de fait, établis en Belgique ou à l'étranger et précise s'ils donnent lieu à une rétribution et/ou à un avantage en nature.

Ce cadastre est publié annuellement au *Moniteur belge*.

§ 2. Le volet 9 de la déclaration du titulaire d'un mandat exécutif originaire est conservé sous pli fermé par l'organe de contrôle. Seul un juge d'instruction est habilité à consulter le volet 9 de cette déclaration, dans le cadre d'une instruction pénale menée à l'encontre de cette personne.

§ 3. Le Gouvernement transmet chaque année au Parlement, un rapport sur l'exécution des missions de l'organe de contrôle.

## Livre 6. — Disposition diverses

## Titre unique

## Chapitre unique

Article L5611-1. Le Gouvernement peut, par arrêté, remplacer ou compléter dans les dispositions qui précèdent, l'envoi par courrier recommandé par ou tout autre mode de communication sécurisé. ”.

Art. 6. La cinquième partie devient la sixième partie

Les articles L5111-1, 5111-2, L5111-3, L5211-1, L5211-2 deviennent les articles L6111-1, L6111-2, L6111-3, L6211-1, L6211-2.

A l'article L4142-1, § 2, 8°, remplacer "des articles L1122-7, § 2, L1123-17, § 1<sup>er</sup>, L2212-7, § 2, ou L2212-45, § 3" par "de l'article L5431-1". ».

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 864 (2008 — 217)

[2008/200817]

**20. DEZEMBER 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung in Ausführung von Artikel 55 des Dekrets vom 8. Dezember 2005 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung — Errata**

Die Artikel 4, 5 und 6 des im *Belgischen Staatsblatt* vom 24. Januar 2008 auf Seite 3770 veröffentlichten Erlasses sind wie folgt zu lesen:

"Art. 4 - In Artikel L2212-45 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung wird § 3 durch folgenden Wortlaut ersetzt:

"§ 3. Die Entlohnungen und Naturalvergütungen, die ein Provinzabgeordneter aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art im Sinne von Artikel L 5111-1 vorliegenden Kodex bezieht, sind auf höchstens die Hälfte des Betrags des in § 1 vorgesehenen Gehalts begrenzt.

Bei Überschreitung des in Absatz 1 festgelegten Höchstbetrags wird der Betrag des Gehalts des Provinzialratsmitglieds und/oder der aufgrund seiner abgeleiteten Mandate und seiner öffentlichen Mandate, öffentlichen Ämter und öffentlichen Aufträge politischer Art bezogenen Entlohnungen und Naturalvergütungen entsprechend herabgesetzt."

Der 6. Paragraph desselben Artikels wird aufgehoben.

Art. 5 - Der fünfte Teil des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung wird durch folgenden Wortlaut ersetzt:

**"TEIL V — DIE VERPFLICHTUNGEN DER MANDATTRÄGER BEZÜGLICH DER ANGABE DER MANDATE UND DER ENTLOHNUNG**

**Buch I — Begriffsbestimmungen**

**Einziges Titel**

**Einziges Kapitel**

Artikel L5111-1 - Bei der Anwendung des Artikel L 5211-1 bis L 5511-1 vorliegenden Kodex gelten folgende Definitionen:

- ursprüngliches Mandat: das Mandat eines Gemeinderatsmitglieds, Schöffen, Bürgermeisters, Provinzabgeordneten, Provinzialratsmitglieds oder Vorsitzenden des öffentlichen Sozialhilfezentrums wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung dessen Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht;

- abgeleitetes Mandat: jedes vom Inhaber eines ursprünglichen Mandats ausgeübte Amt, das ihm wegen dieses ursprünglichen Mandats entweder durch die Behörde, innerhalb deren er dieses Mandat ausübt, oder auf sonstige Weise anvertraut wird;

- Mandatsträger: jeder Inhaber eines ursprünglichen Mandats oder eines abgeleiteten Mandats;

- privates Mandat: jedes im Verwaltungsorgan einer juristischen Person oder einer nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübte Mandat, das kein abgeleitetes Mandat ist;

- ausführendes ursprüngliches Mandat: die Ämter des Bürgermeisters, Schöffen, Provinzabgeordneten und Vorsitzenden des Sozialhilferats, wenn die auf ihn anwendbare Gesetzgebung seine Anwesenheit innerhalb des Gemeindegremiums vorsieht;

- öffentliches Mandat, öffentliches Amt und öffentlicher Auftrag politischer Art: jedes öffentliche Mandat, jedes öffentliche Amt oder jeder öffentliche Auftrag politischer Art, das bzw. der weder als ursprüngliches Mandat noch als abgeleitetes Mandat ausgelegt werden kann;

Zur Anwendung von Artikel L1122-7 § 2, und L2212-7 § 2 bilden die Ämter der Minister, föderalen Staatssekretäre und Mitglieder einer regionalen oder Gemeinschaftsregierung kein öffentliches Mandat, öffentliches Amt, oder keinen öffentlichen Auftrag politischer Art;

- Mandat, leitende Funktion oder Beruf, das/die/der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird: Mandate, öffentliche Funktionen oder Berufe, die weder als ursprüngliches Mandat noch als abgeleitetes Mandat, noch als öffentliches Mandat, öffentliches Amt oder öffentlicher Auftrag politischer Art ausgelegt werden können.

Ein privates Mandat wird im Sinne vorliegender Definition als Mandat, leitende Funktion oder Beruf betrachtet;

- nicht gewählte Personen: die Personen, die nicht Inhaber eines ursprünglichen Mandats sind, und die anschließend an den Beschluss eines der Organe der Gemeinde, der Provinz, einer Interkommunale, einer autonomen Gemeinde- oder Provinzialregie oder einer Wohnungsbaugesellschaft bei der Verwaltung einer juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung Verantwortungen ausüben;

- Entlohnung: ein Betrag jedwelcher Art, der als Gegenleistung für die Ausübung eines ursprünglichen Mandats, eines abgeleiteten Mandats, eines öffentlichen Mandats, Amtes oder Auftrags politischer Art oder eines Mandats, einer leitenden Funktion oder eines Berufs, das/die/der unabhängig von ihrer/seiner Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt wird, bezahlt wird;

- Naturalvergütung: eine Vergütung jedwelcher Art, die nicht in der Überweisung eines Betrags besteht und als Gegenleistung für die Ausübung eines ursprünglichen Mandats, eines abgeleiteten Mandats, eines öffentlichen Mandats, Amtes oder Auftrags politischer Art im Sinne vorliegenden Buches gewährt wird. Die Vergütung wird in Übereinstimmung mit Artikel L5311-2, § 1 vorliegenden Kodex bewertet;

- Kontrollorgan: die zu diesem Zweck vom Dekretgeber oder von der Regierung eingerichtete juristische Person oder Dienststelle, wobei vorausgesetzt wird, dass solange das Kontrollorgan nicht geschaffen worden ist, dessen Befugnisse von der Regierung oder von der Dienststelle, der die Regierung diese Aufgabe überträgt, ausgeübt werden.

## Buch 2 — Die Erklärungen

### Einziger Titel

#### Einziges Kapitel

Article L5211-1 - § 1 - Die von den Inhabern eines ursprünglichen Mandats auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die folgenden Abschnitte:

1. Angabe der ursprünglichen Mandate - Abschnitt 1;
2. Angabe der abgeleiteten Mandate - Abschnitt 2;
3. Angabe der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art - Abschnitt 3;

4. Angabe der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, die unabhängig von ihrer Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt werden. In der Erklärung werden ebenfalls diejenigen Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe angegeben, die zur Gewährung von Entlohnungen oder Naturalvergütungen Anlass geben - Abschnitt 4;

5. Angabe der Entlohnung für die ursprünglichen Mandate sowie der mit ursprünglichen Mandaten verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 5;

6. Angabe der Entlohnung für die abgeleiteten Mandate sowie der mit abgeleiteten Mandaten verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 6;

7. Angabe der Entlohnung für öffentliche Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art - Abschnitt 7;

8. Gesamtbetrag der Entlohnungen und Naturalvergütungen gemäß den Abschnitten 5 bis 7 - Abschnitt 8;

§ 2 - Die von den Inhabern eines ausführenden ursprünglichen Mandats auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die gleichen Abschnitte wie diejenigen, die in § 1 angeführt sind, sowie einen Abschnitt 9, der die Angabe der im Rahmen privater Mandate erhaltenen Entlohnungen enthält. Dieser Abschnitt wird dem Kontrollorgan in versiegeltem Umschlag abgegeben.

§ 3 - Die von nicht gewählten Personen auszufüllende Erklärung umfasst für das Jahr vor demjenigen, in dem die Erklärung ausgefüllt wird, die folgenden Abschnitte:

1. Angabe der anvertrauten Mandate und des Organs, die sie anvertraut hat - Abschnitt 1;

2. Angabe der Mandate, die sich aus den anvertrauten Mandaten ergeben - Abschnitt 2;

3. Angabe der Entlohnung für die anvertrauten Mandate sowie der mit den anvertrauten Mandaten verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 3;

4. Angabe der Entlohnung für die Mandate, die sich aus den anvertrauten Mandaten ergeben sowie der mit den Mandaten, die sich aus anvertrauten Mandaten ergeben, verbundenen Naturalvergütungen - Abschnitt 4.

§ 4 - Die Erklärungsmuster werden von dem Kontrollorgan festgelegt.

§ 5 - Das Kontrollorgan bewahrt die ihm abgegebenen Erklärungen während eines Zeitraums von sechs Jahren auf. Am Ablauf dieser Frist sorgt es für deren Vernichtung.

Artikel L5211-2 - § 1 - Spätestens am 30. Juni eines jeden Jahres richten die Inhaber eines ursprünglichen Mandats per Einschreiben oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten 1 bis 8 gemäß der in Artikel L5211-1, § 1 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan.

§ 2 - Spätestens am 30. Juni eines jeden Jahres richten die Inhaber eines ausführenden ursprünglichen Mandats per Einschreiben oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten 1 bis 9 gemäß der in Artikel L5211-1, § 2 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan.

§ 3 - Spätestens am 30. Juni eines jeden Jahres richten die nicht gewählten Personen per Einschreiben oder nach den vom Kontrollorgan festgelegten Modalitäten eine Erklärung mit den Abschnitten 1 bis 4 gemäß der in Artikel L5211-1, § 3 angegebenen Auflistung an das Kontrollorgan.

Buch 3 — Höchstbetragsgrenzen, die auf die Entlohnungen und Naturalvergütungen im Rahmen der Ausübung von abgeleiteten Mandaten anwendbar sind.

### Einziger Titel

#### Einziges Kapitel

Artikel L5311-1 - § 1 - Die nachstehenden Paragraphen sind auf die Ausübung der abgeleiteten Mandate des Vorsitzenden, Vize-Vorsitzenden, Verwaltungsratsmitglieds oder mit spezifischen Funktionen außer der täglichen Führung innerhalb des Verwaltungsrats oder jeden sonstigen Verwaltungsorgans einer juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung beauftragten Verwaltungsratsmitglieds anwendbar. Sie sind nicht auf die Ausübung der abgeleiteten Mandate innerhalb der Wohnungsbaugesellschaften anwendbar. Das ausführende Mandat im Sinne von Artikel L 1531-2 vorliegenden Kodex bildet spezifische Funktionen.

§ 2 - Ein Verwaltungsratsmitglied kann mit Ausnahme jeglicher sonstiger Entlohnung bzw. Naturalvergütung Anwesenheitsgeld für jede Sitzung des Verwaltungsorgans, der er beiwohnt, erhalten. Der Betrag des Anwesenheitsgelds darf das eines Provinzialratsmitglieds nicht übertreffen.

Demselben Mitglied darf nur ein Anwesenheitsgeld pro Tag gewährt werden, was die Art und die Anzahl der Versammlungen auch sei, denen er innerhalb derselben juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung teilgenommen hat.

§ 3 - Der jährliche brutto Höchstbetrag der Entlohnung und der Naturalvergütungen des mit spezifischen Funktionen außerhalb der täglichen Führung beauftragten Verwaltungsratsmitglieds darf 60% des Betrags der Entlohnung und der Naturalvergütungen, die der Präsident derselben juristischen Person erhält, nicht übertreffen.

Die Entlohnung umfasst den Betrag der erhaltenen Anwesenheitsgelder.

§ 4 - Der jährliche brutto Höchstbetrag der Entlohnung und der Naturalvergütungen des Vizepräsidenten darf 75% des Betrags der Entlohnung und der Naturalvergütungen, die der Präsident derselben juristischen Person erhält, nicht übertreffen.

Die Entlohnung umfasst den Betrag der erhaltenen Anwesenheitsgelder.

§ 5 - Der jährliche brutto Höchstbetrag der Entlohnung und der Naturalvergütungen des Präsidenten darf den Betrag, der in der Anlage zu vorliegendem Kodex angeführt wird, nicht übertreffen.

Diese Höchstbeträge für die Entlohnungen und Naturalvergütungen ergeben sich aus der Summierung der Punkte nach den in derselben Anlage festgelegten Parametern und Berechnungsanweisungen.

Die Höchstbeträge sind an die Schwankungen des Preisindex gebunden, in Übereinstimmung mit den im Gesetz vom 1. März 1977 zur Einführung einer Regelung zur Kopplung gewisser Ausgaben im öffentlichen Sektor an den Verbraucherpreisindex des Königreichs vorgeschriebenen Regeln.

Sie sind an den Schwellenindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

§ 6 - Wenn das Anwesenheitsgeld, die Entlohnung und die Naturalvergütungen des Verwaltungsratsmitglieds, des mit spezifischen Funktionen außerhalb der täglichen Führung beauftragten Verwaltungsratsmitglieds, des Vizepräsidenten und des Präsidenten die in der Anlage zu vorliegendem Erlass festgelegten Höchstbeträge übertreffen, nimmt der Verwaltungsrat vor dem 1. März 2008 eine Herabsetzung dieser Beträge auf die zugelassene Höchstbetragsgrenze vor, unter Berücksichtigung der drei Kriterien, die in besagter Anlage festgelegt sind.

Artikel L5311-2 - § 1 - Der Betrag der Naturalvergütungen, die die Inhaber eines abgeleiteten Mandats in Bezug nehmen, wird aufgrund der Regeln bestimmt, die die Steuerverwaltung im Bereich der Einkommensteuern anwendet.

§ 2 - Kein Mandatsträger darf Inhaber oder Benutzer einer Kreditkarte sein, die von der juristischen Person stammt, in der er ein abgeleitetes Mandat ausübt.

§ 3 - Vorliegender Artikel ist nicht auf die Mandate anwendbar, die in Wohnungsbaugesellschaften ausgeübt werden.

Artikel L5311-3 - Die in den vorigen Artikeln festgelegten Höchstbeträge sind ebenfalls auf die nicht gewählten Personen anwendbar.

#### Buch 4 — Verfahren für die Kontrolle der Erklärungen

##### Titel 1 — Das Kontrollorgan und seine Befugnisse

###### Einziges Kapitel

Artikel L5411-1 - § 1 - Das Kontrollorgan oder die Personen, die seine Funktionen ausüben, sind für die Verarbeitung verantwortlich im Sinne von Artikel 1, § 4, Absatz 2 des Gesetzes vom 8. Dezember 1992 zum Schutz des Privatlebens hinsichtlich der Verarbeitung personenbezogener Daten.

§ 2 - Das Kontrollorgan prüft die Übereinstimmung aller Erklärungen mit den Bestimmungen vorliegenden Kodex. Es sorgt dafür, dass die Verpflichtungen betreffend die Höchstgrenzen für die Entlohnungen und Naturalvergütungen eingehalten werden.

§ 3 - Das Kontrollorgan kann von der ihrer Kontrolle unterworfenen Person verlangen, dass sie ihm ihren Steuerbescheid, ihre Steuererklärung sowie jegliche Rechnungsunterlage oder jegliches Belegstück, das in ihrem Besitz ist, mitteilt. Es kann sie ebenfalls anhören.

Wenn es Anzeichen für Verstöße gegen die in vorliegendem Teil des Kodex vorgesehenen Verpflichtungen gibt, kann das Kontrollorgan sich von Drittpersonen den Steuerbescheid des Mandatsträgers oder der nicht gewählten Person, deren Steuererklärung sowie jegliche Rechnungsunterlage oder jegliches Belegstück, das in ihrem Besitz ist, mitteilen lassen. Es kann diese Drittperson ebenfalls anhören.

§ 4 - Das statutarische oder Vertragspersonal des Kontrollorgans ist an das Berufsgeheimnis gebunden, in Übereinstimmung mit Artikel 458 des Strafgesetzbuches. Es darf nur unter Einhaltung der in vorliegendem Kodex vorgesehenen Bekanntmachungsvorschriften Informationen über die Ausübung seines Auftrags verbreiten.

##### Titel 2 — Verfahren zur Prüfung der Erklärungen der Mandatsträger und nicht gewählten Personen

###### Einziges Kapitel

Artikel L5421-1 - § 1 - Wenn das Kontrollorgan bei der Ausübung seiner Aufträge das Fehlen einer Erklärung feststellt, obwohl deren Vorhandensein erforderlich war, einen abnormalen Zustand feststellt oder eine Regelwidrigkeit vermutet, so erstellt es ein Gutachten, in dem die Mängel angeführt werden, die der betroffenen Person angelastet werden können. Unter betroffener Person wird je nach Fall der Mandatsträger oder die nicht gewählte Person gemeint.

Dieses Gutachten wird per Einschreiben zugestellt.

§ 2 - Die betroffene Person verfügt über eine Frist von fünfzehn vollen Tagen ab der Zustellung des Gutachtens, um per an das Kontrollorgan gerichtetes Einschreiben ihre Bemerkungen oder berichtigte Erklärung zukommen zu lassen; darin kann sie auch ggf. einen Antrag auf Anhörung stellen. Diese Frist von 15 Tagen wird zwischen dem 15. Juli und dem 15. August ausgesetzt.

§ 3 - Wird eine Anhörung beantragt, so findet sie binnen einer Frist von vierzig vollen Tagen ab dem Tag des Empfangs des in § 2 erwähnten Einschreibens durch das Kontrollorgan statt. Die betroffene Person kann sich von einem Berater beistehen lassen.

Ein Protokoll der Anhörung wird aufgenommen und binnen acht vollen Tagen nach der Anhörung der betroffenen Person per Einschreiben mitgeteilt. Diese verfügt über eine Frist von drei vollen Tagen ab dem Empfang des Protokolls um ihre Bemerkungen per Einschreiben gelten zu lassen. Mangels dessen gilt das Protokoll als endgültig.

§ 4 - Das Kontrollorgan fasst seinen Beschluss:

- binnen fünfundsiebzig vollen Tagen nach der Zustellung seines Gutachtens, wenn die betroffene Person nicht darauf reagiert hat;

- binnen fünfundsiebzig vollen Tagen nach dem Empfang der Bemerkungen oder der berichtigten Erklärung des Mandatsträgers, wenn es keine Anhörung der betroffenen Person gegeben hat;

- binnen fünfundsiebzig vollen Tagen nach der endgültigen Erstellung des Protokolls der Anhörung, wenn diese stattgefunden hat.

Der Beschluss des Kontrollorgans wird der betroffenen Person per Einschreiben übermittelt.

Gegen diesen Beschluss kann ein auf Artikel 14 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhender Einspruch erhoben werden.

§ 5 - Wenn das Kontrollorgan binnen sechs Monaten nach dem Eingang der Erklärung das in § 1 erwähnte Gutachten nicht übermittelt hat, gilt, dass die Erklärung mit den Bestimmungen vorliegenden Kodex für das Bezugsjahr übereinstimmt.

Artikel L5421-2 - § 1 - Der Beschluss des Kontrollorgans betrifft das Vorhandensein und die Übereinstimmung der Erklärungen mit den Bestimmungen vorliegenden Kodex, die Gegenstand des Verfahrens nach Artikel L5421-1 gewesen sind.

Er umfasst gegebenenfalls die Abrechnung der zu viel erhaltenen Beträge, die der Mandatsträger in der Vergangenheit bezogen hat, und die Bedingungen für deren Rückzahlung.

§ 2 - Die betroffene Person zahlt die in § 1, Absatz 2 erwähnten, zu viel erhaltenen Beträge binnen sechzig vollen Tagen nach dem Empfang der Zustellung des Beschlusses des Kontrollorgans zurück.

Das Kontrollorgan kann diese Frist um eine Dauer, die es bestimmt, verlängern, unter der Voraussetzung, dass der Betreffende binnen fünfzehn vollen Tagen nach der Zustellung des Beschlusses die außergewöhnlichen Gründe, die seinen Antrag rechtfertigen, hat gelten lassen.

Wenn die betroffene Person ein Mandatsträger ist, wird der Betrag an die Gemeinde oder Provinz zurückbezahlt, wo sie ihr ursprüngliches Mandat oder ihre ursprünglichen Mandate ausübt. Wenn der Mandatsträger Inhaber eines ursprünglichen Mandats sowohl in einer Provinz und in einer Gemeinde ist, erfolgt die Rückzahlung zugunsten der Gemeinde.

Wenn die betroffene Person eine nicht gewählte Person ist, erfolgt die Rückzahlung an die Gemeinde, die Provinz, die Interkommunale, die autonome Gemeinderegierung oder Provinzialregierung oder die Wohnungsbaugesellschaft, deren Organ die betroffene Person bei der juristischen Person oder nicht rechtsfähigen Vereinigung, die den zu viel erhaltenen Betrag bezahlt hat, benannt hat.

Die betroffene Person richtet unverzüglich den Beweis für die Rückzahlung an das Kontrollorgan.

§ 3 - Das Kontrollorgan teilt seinen Beschluss der betroffenen Gemeinde, Provinz, öffentlich-rechtlichen juristischen Person, privatrechtlichen juristischen Person oder nichtrechtsfähigen Vereinigung mit. Diese teilt dem Kontrollorgan mit, dass die Rückzahlung ordnungsgemäß ausgeführt wurde.

### Titel 3 — Amtsaberkennung und Strafen

#### Einziges Kapitel

Artikel L5431-1 - § 1 - Am Ende des in § 2 beschriebenen Verfahrens kann die Regierung die Amtsaberkennung

- jedes kommunalen oder provinziellen Mandatsträgers für ursprüngliche Mandate, einschließlich der ausführenden ursprünglichen Mandate, und abgeleitete Mandate,

- jeder nicht gewählten Person für Mandate, die ihr anschließend an einen Beschluss anvertraut werden, der von einem Organ der Gemeinde, der Provinz, einer Interkommunale, einer autonomen kommunalen oder provinziellen Regierung oder einer Wohnungsbaugesellschaft gefasst wird,

wenn die betroffene Person keine Erklärung eingereicht hat, wissentlich eine falsche Erklärung ausgefüllt hat oder die irrtümlicherweise bezogenen Beträge nicht binnen der eingeräumten Frist zurückbezahlt hat.

§ 2 - Das Kontrollorgan übermittelt dem Betreffenden per Einschreiben eine Notifizierung der Tatsachen, die Grund für die Amtsaberkennung sein könnten.

Die Regierung kann frühestens zwanzig Tage nach der Übermittlung der Notifizierung, und nachdem sie die betroffene Person, falls diese es beantragt hat, eventuell in Begleitung eines Beraters ihrer Wahl binnen einer Frist von acht Tagen ab dem Eingang der Notifizierung angehört hat, die Aberkennung in einem begründeten Beschluss feststellen.

Diese Regierung stellt diesen Beschluss der betroffenen Person und dem Organ, in dem sie ihre ursprünglichen und abgeleiteten Mandate ausübt, zu.

Gegen diesen Beschluss kann ein auf Artikel 16 der koordinierten Gesetze über den Staatsrat beruhender Einspruch erhoben werden. Er muss innerhalb von fünfzehn Tagen ab der Notifizierung des Beschlusses eingereicht werden.

Ist dem Betreffenden der Grund für die Amtsaberkennung anschließend an den Empfang der in § 2, Absatz 3 erwähnten Notifizierung bekannt und übt er sein Amt trotzdem weiterhin aus, setzt er sich den in Artikel 262 des Strafgesetzbuches angedrohten Strafen aus.

### Buch 5 — Öffentlichkeit der Erklärungen und der Arbeiten des Kontrollorgans

#### Einziges Kapitel

#### Einziges Kapitel

Artikel L5511-1 - § 1 - Das Kontrollorgan führt ein Verzeichnis der Mandate. Dieses umfasst für jeden Mandatsträger die Angabe der ursprünglichen Mandate, der abgeleiteten Mandate, der öffentlichen Mandate, Ämter und Aufträge politischer Art und der Mandate, leitenden Funktionen oder Berufe, die unabhängig von ihrer Art sowohl im öffentlichen Sektor als auch für Rechnung von jeglicher in Belgien oder im Ausland niedergelassenen natürlichen oder juristischen Person, Einrichtung oder nichtrechtsfähigen Vereinigung ausgeübt werden, und führt an, ob sie zu einer Entlohnung und/oder Naturalvergütung Anlass geben.

Dieses Verzeichnis wird jedes Jahr im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht.

§ 2 - Der Abschnitt 9 der Erklärung des Inhabers eines ausführenden ursprünglichen Mandats wird in geschlossenem Umschlag vom Kontrollorgan aufbewahrt. Nur ein Untersuchungsrichter darf den Abschnitt 9 dieser Erklärung im Rahmen einer strafrechtlichen Untersuchung entgegen dieser Person einsehen.

§ 3 - Die Regierung übermittelt jedes Jahr dem Parlament einen Bericht über die Ausführung der Aufgaben des Kontrollorgans.



## Buch 6 — Sonstige Bestimmungen

## Einziger Titel

## Einziges Kapitel

Artikel L5611-1 - Die Regierung kann durch Erlass die Einsendung per Einschreiben durch jeden sonstigen gesicherten Kommunikationsmodus in den vorstehenden Bestimmungen ersetzen oder ergänzen.“

Art. 6 - Der fünfte Teil wird zum sechsten Teil.

Die Artikel L5111-1, 5111-2, L5111-3, L5211-1, L5211-2 werden die neuen Artikel L6111-1, L6111-2, L6111-3, L6211-1, L6211-2.

In Artikel L4142-1, § 2, 8° wird "der Artikel L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2, oder L2212-45, § 3" durch "des Artikels L5431-1" ersetzt.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 864 (2008 — 217)

[2008/200817]

**20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering ter uitvoering van artikel 55 van het decreet van 8 december 2005 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie. — Errata**

De artikelen 4, 5 en 6 van bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 2008, blz. 3770, dienen als volgt te worden gelezen :

"Art. 4. In artikel L2212-45 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt paragraaf 3 als volgt vervangen :

"§ 3. De bezoldigingen en voordelen in natura die een provinciaal gedeputeerde krijgt wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard zoals omschreven in artikel L5111-1 van dit Wetboek, mogen de helft van het bedrag van de wedde bepaald in § 1 niet overschrijden.

Indien het maximumbedrag vastgesteld in het eerste lid overschreden wordt, wordt het bedrag van de wedde van de provinciaal gedeputeerde en/of de bezoldigingen en voordelen in natura verkregen in natura verkregen door de provinciaal gedeputeerde wegens zijn afgeleide mandaten en zijn openbare mandaten, functies en ambten van politieke aard dienovereenkomstig verminderd."

In hetzelfde artikel wordt paragraaf 6 opgeheven.

Art. 5. Het vijfde deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en decentralisatie wordt als volgt vervangen :

"VIJFDE DEEL — DE VERPLICHTINGEN VAN DE MANDATARISSEN  
INZAKE DE AANGIFTE VAN MANDATEN EN VERGOEDING

Boek I. — Begripsomschrijvingen

Enige titel

Enig Hoofdstuk

Artikel L5111-1. Voor de toepassing van de artikelen L5211-2 tot L5511-11 van dit Wetboek dient te worden verstaan onder :

- oorspronkelijk mandaat : het mandaat van gemeenteraadslid, schepen, burgemeester, provinciaal gedeputeerde, provincieraadslid of voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de op hem toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid in de gemeenteraad voorziet;

- afgeleid mandaat : elke functie die uitgeoefend wordt door de houder van een oorspronkelijk mandaat en die hem toevertrouwd is wegens zijn oorspronkelijk mandaat ofwel door de overheid waarin hij haar uitoefent, ofwel op enige andere wijze;

- mandataris : elke houder van een oorspronkelijk mandaat of een afgeleid mandaat;

- privémandaat : elk mandaat dat uitgeoefend wordt in een beheersorgaan van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging en die geen afgeleid mandaat is;

- uitvoerend oorspronkelijk mandaat : de functies van burgemeester, schepen, provinciaal gedeputeerde, provincieraadslid en voorzitter van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn als de op hem toepasselijke wetgeving in zijn aanwezigheid in de gemeenteraad voorziet;

- openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard : elk openbaar mandaat, elke openbare functie of elk openbaar ambt van politieke aard die niet verstaan worden als een oorspronkelijk mandaat of een afgeleid mandaat.

Voor de toepassing van artikel L1122-7, § 2, en L2212-7, § 2, vormen de functies van Ministers, federale Staatssecretarissen of leden van een Gewest- of Gemeenschapsregering geen mandaat, geen openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard;

- mandaat, leidende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland : mandaten, leidende functies of beroepen die niet verstaan worden als een oorspronkelijk mandaat of een afgeleid mandaat, noch als een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard.

Het privémandaat wordt als een mandaat, een leidende functie of als een beroep in de zin van deze beroepsomschrijving verstaan;

- niet-verkozen personen : de personen die niet houder zijn van een oorspronkelijk mandaat en die als gevolg van een beslissing van één van de organen van de gemeente, de provincie, een intercommunale, een autonoom gemeente- of provinciebedrijf of een huisvestingsmaatschappij verantwoordelijkheden dragen in het beheer van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging;

- bezoldiging : elke som van allerlei aard die betaald wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van een oorspronkelijk mandaat, een afgeleid mandaat, een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard of een mandaat, leidende functie of beroep, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, van elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland :

- voordeel in natura : elk voordeel van allerlei aard dat niet resulteert in de storting van een som en die verleend wordt als tegenprestatie voor de uitoefening van een oorspronkelijk mandaat, een afgeleid mandaat of een openbaar mandaat, functie of ambt van politieke aard in de zin van dit boek. Het voordeel wordt beoordeeld overeenkomstig artikel L5311-2, § 1, van dit Wetboek;

- controleorgaan : de rechtspersoon of de dienst daartoe ingesteld door de decreetgever of door de Regering, met dien verstande dat zolang de controle-instelling niet is opgericht, haar bevoegdheden uitgeoefend worden door de Regering of de dienst waaraan de Regering die opdracht toevertrouwt.

## Boek 2 — De aangiften

### Enige titel

#### Enig Hoofdstuk

Artikel L5211-1. § 1. De aangifte die ingevuld dient te worden door de houders van een oorspronkelijk mandaat bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, volgende delen :

1. opgave van de oorspronkelijke mandaten - deel 1;
2. opgave van de afgeleide mandaten - deel 2;
3. opgave van de openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard - deel 3;
4. aanduiding van de mandaten, leidende functie of beroepen, ongeacht de aard ervan, uitgeoefend zowel in de openbare sector als in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, gevestigd in België of in het buitenland. De aangifte vermeldt eveneens welke van die mandaten, leidende functies of beroepen aanleiding geven tot de toekenning van bezoldigingen of voordelen in natura - deel 4;
5. opgave van de bezoldiging van de oorspronkelijke mandaten en de voordelen in natura verbonden met de oorspronkelijke mandaten - deel 5;
6. opgave van de bezoldiging van de afgeleide mandaten en van de voordelen in natura verbonden met de afgeleide mandaten - deel 6;
7. opgave van de bezoldiging van de openbare mandaten, functies of ambten van politieke aard - deel 7;
8. totaal van de bezoldigingen en voordelen in natura opgenomen in de delen 5 tot 7 - deel 8.

§ 2. De aangifte die ingevuld dient te worden door de houders van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, dezelfde delen als die vermeld in § 1 en een deel 9 dat de opgave bevat van de bezoldigingen verkregen in het kader van de privémandaten. Dat deel wordt onder verzegelde omslag bij het controleorgaan ingediend.

§ 3. De aangifte die ingevuld dient te worden door de niet-verkozen personen bevat voor het jaar voorafgaand aan het jaar waarin de aangifte wordt ingevuld, volgende delen :

1. opgave van de toevertrouwde mandaten en van het orgaan die ze toevertrouwde - deel 1;
2. opgave van de mandaten die het gevolg zijn van de toevertrouwde mandaten - deel 2;
3. opgave van de bezoldiging van de toevertrouwde mandaten en de voordelen in natura verbonden met de toevertrouwde mandaten - deel 3;
4. opgave van de bezoldiging van de mandaten die het gevolg zijn van de toevertrouwde mandaten en van de voordelen in natura verbonden met de mandaten die het gevolg zijn van de toevertrouwde mandaten - deel 4.

§ 4. De modellen van aangifte worden door het controle-orgaan bepaald.

§ 5. Het controle-orgaan bewaart de aangiften die het toegezonden krijgt, tijdens een periode van zes jaar. Na afloop van die termijn zorgt het ervoor dat ze vernietigd worden.

Artikel L5211-2. § 1. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar richten de houders van een oorspronkelijk mandaat per aangetekend schrijven of op de door het controleorgaan bepaalde wijze een aangifte aan dat orgaan met de delen 1 tot en met 8 zoals vernoemd in artikel L5111-1, § 1.

§ 2. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar richten de houders van een uitvoerend oorspronkelijk mandaat per aangetekend schrijven of op de door het controleorgaan bepaalde wijze een aangifte aan dat orgaan met de delen 1 tot en met 9 zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 2.

§ 3. Uiterlijk op 30 juni van elk jaar richten de niet-verkozen personen per aangetekend schrijven of op de door het controle-orgaan bepaalde wijze een aangifte aan dat orgaan met de delen 1 tot en met 4 zoals vernoemd in artikel L5211-1, § 3.

Boek 3 — Toepasbare maximumbedragen ter zake van de bezoldiging en de voordelen in natura  
in het kader van de uitoefening van de afgeleide mandaten

Enige titel

Enig Hoofdstuk

Artikel L5311-1. § 1. Volgende paragrafen gelden bij de uitoefening van de afgeleide mandaten van voorzitter, ondervoorzitter, bestuurder of bestuurder belast met specifieke functies ander dan het dagelijks bestuur in de raad van bestuur of elk ander beheersorgaan van een rechtspersoon of een feitelijke vereniging. Zij zijn niet van toepassing op de uitoefening van afgeleide mandaten in de huisvestingsmaatschappijen. Het uitvoerend mandaat in de zin van artikel L1531-2 van dit Wetboek valt onder de specifieke functies.

§ 2. Een bestuurder kan, met uitsluiting van elke andere bezoldiging of voordeel in natura, aanwezigheidsgeld krijgen voor elke vergadering van het beheersorgaan die hij bijwoont. Het bedrag van het aanwezigheidsgeld mag niet hoger zijn dan dat van een provincieraadslid.

Aan hetzelfde lid kan slechts één bedrag aanwezigheidsgeld per dag worden toegekend, ongeacht de aard en het aantal vergaderingen die hij heeft bijgewoond in de rechtspersoon of de feitelijke vereniging.

§ 3. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura van de bestuurder belast met specifieke functies ander dan het dagelijks bestuur mag niet hoger zijn dan 60 % van het bedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura gekregen door de voorzitter van dezelfde rechtspersoon.

De bezoldiging houdt het bedrag van het gekregen aanwezigheidsgeld in.

§ 4. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura van het ondervoorzitterschap mag niet hoger zijn dan 75 % van het bedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura gekregen door de voorzitter van dezelfde rechtspersoon.

De bezoldiging houdt het bedrag van het gekregen aanwezigheidsgeld in.

§ 5. Het maximale jaarlijkse brutobedrag van de bezoldiging en de voordelen in natura van de voorzitter mag niet hoger zijn dan het bedrag opgenomen in de bijlage bij dit Wetboek.

Die maximumbedragen van de bezoldiging en de voordelen in natura vloeien voort uit de samentelling van de punten volgens de parameters en de berekeningsmethodes die in dezelfde bijlage zijn bepaald.

De maximumbedragen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector.

Zij zijn gekoppeld aan spilindex 138,01 van 1 januari 1990.

§ 6. Als het aanwezigheidsgeld, de bezoldiging en de voordelen in natura van de bestuurder, de bestuurder belast met specifieke functies ander dan het dagelijks bestuur, de ondervoorzitter en de voorzitter hoger zijn dan de maximumbedragen vastgesteld in de bijlage bij dit besluit, worden ze door de raad van bestuur voor 1 maart 2008 verminderd tot het toegelaten maximumbedrag, rekening houdend met de drie criteria omschreven in die bijlage.

Artikel L5311-2. § 1. Het bedrag van de voordelen in natura waarvoor de houders van een afgeleid mandaat in aanmerking komen wordt berekend op basis van de regels toegepast door het fiscale bestuur inzake de inkomstenbelastingen.

§ 2. Geen enkele mandataris mag titularis zijn of gebruik maken van een kredietkaart uitgaande van de rechtspersoon waarin hij een afgeleid mandaat uitoefent.

§ 3. Dit artikel geldt niet voor de mandaten uitgeoefend in de huisvestingsmaatschappijen.

Artikel L5311-3. De maximumbedragen verbonden met de vorige artikelen gelden eveneens voor niet-verkozen personen.

Boek 4 — Procedure voor de controle van de aangiften

Titel 1 — Controleorgaan en bevoegdheden ervan

Enig Hoofdstuk

Artikel L5411-1. § 1. Het controleorgaan of de personen die zijn functies uitoefenen zijn verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 1, § 4, lid 2, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

§ 2. Het controleorgaan gaat na of alle aangiften overeenstemmen met de bepalingen van dit Wetboek. Het zorgt ervoor dat de verplichtingen inzake de maximumbedragen voor de bezoldiging en de voordelen in natura worden nageleefd.

§ 3. Het controleorgaan kan van de persoon die aan de controle onderworpen wordt, het aanslagbiljet, de belastingaangifte en elk boekhoud- of verantwoordingsstuk dat zij bezit opvragen. Het kan die persoon eveneens horen.

Als er aanwijzingen zijn op een overtreding van de verplichtingen bepaald in dit deel van het Wetboek, kan het controleorgaan van elke derde het aanslagbiljet van de mandataris of van de niet-verkozen persoon, de belastingaangifte en elk boekhoud- of verantwoordingsstuk dat zij bezit opvragen. Het kan die derde eveneens horen.

§ 4. Het personeel van het controleorgaan, ongeacht of het statutair of contractueel is, is gehouden tot het beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek. Het kan geen informatie vrijgeven met betrekking tot de uitoefening van zijn opdracht dan met inachtneming van de openbaarheidsregels bepaald bij dit Wetboek.

## Titel 2. — Procedure voor het nazicht van de aangiften van de mandatarissen en de niet-verkozen personen

## Enig Hoofdstuk

Artikel L5421-1. § 1. Indien het controleorgaan in de uitoefening van zijn opdrachten de afwezigheid vaststelt van een aangifte terwijl die vereist was, een afwijking opmerkt of een onregelmatigheid vermoedt, stelt het een advies op waarin de tekortkomingen opgenomen worden die de betrokken persoon aangewreven zouden kunnen worden. Onder betrokken persoon worden al naar gelang de mandataris of de niet-verkozen persoon verstaan.

Van dat advies wordt per aangetekend schrijven kennis gegeven.

§ 2. De betrokken persoon beschikt over een termijn van vijftien volle dagen vanaf de kennisgeving van het advies om per aangetekend schrijven gericht aan het controleorgaan haar opmerkingen of rechtgezette aangifte te gelde te maken, eventueel samen met een verzoek om gehoord te worden. Die termijn wordt opgeschort tussen 15 juli en 15 augustus.

§ 3. De hoorzitting wordt, indien erom verzocht wordt, gehouden in een termijn van veertig volle dagen vanaf de datum van ontvangst door het controleorgaan van het aangetekend schrijven bedoeld in § 2. De betrokken persoon kan door een raadsman bijgestaan worden.

Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgesteld dat binnen acht volle dagen volgend op de hoorzitting per aangetekend schrijven aan de betrokken persoon gericht wordt. Zij beschikt over een termijn van drie volle dagen volgend op de datum van ontvangst van het proces-verbaal om zijn opmerkingen per aangetekend schrijven voor te dragen. Bij ontstentenis wordt het proces-verbaal als definitief beschouwd.

§ 4. Het controleorgaan treft zijn beslissing :

- binnen de vijfenzeventig volle dagen na de kennisgeving van zijn advies als de betrokken persoon niet gereageerd heeft;
- binnen de vijfenzeventig volle dagen na de ontvangst van de opmerkingen of de rechtgezette aangifte van de mandataris als de betrokken persoon niet gehoord is;
- binnen de vijfenzeventig volle dagen na de definitieve opmaak van het proces-verbaal van de hoorzitting als die plaats heeft gevonden.

De beslissing van het controleorgaan wordt per aangetekend schrijven gericht aan de betrokken persoon.

Er kan op grond van artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend.

§ 5. Als het controleorgaan binnen de zes maanden volgend op de ontvangst van de aangifte het advies bedoeld in § 1 niet verzonden heeft, wordt de aangifte geacht overeen te stemmen met de bepalingen van het Wetboek voor het referentiejaar.

Artikel L5421-2. § 1. De beslissing van het controleorgaan heeft betrekking op het bestaan en de overeenstemming van de aangiften met de bepalingen dit Wetboek waarvoor de procedure bedoeld in artikel L5111-8 liep.

Zij houdt desgevallend de afrekening van de teveel verkregen sommen in die de mandataris in het verleden genoot en de terugbetalingsvoorwaarden.

§ 2. De betrokken persoon betaalt binnen de zestig volle dagen na de ontvangst van de kennisgeving van de beslissing van het controleorgaan de te veel gekregen sommen bedoeld in § 1, lid 2, in.

Het controleorgaan kan die termijn verlengen met een duur die het bepaalt voor zover betrokkene per aangetekend schrijven binnen de vijftien volle dagen na de kennisgeving van de beslissing uitzonderlijke motieven die te gronde liggen aan zijn verzoek, te kennen heeft gegeven.

Als de betrokken persoon een mandataris is, gebeurt de terugbetaling bij de gemeente of de provincie waarin haar oorspronkelijke mandaat (mandaten) uitoefent. Indien de mandataris houder is van een oorspronkelijk mandaat zowel in een provincie als in een gemeente, gebeurt de terugbetaling ten voordele van de gemeente.

Als de betrokken persoon een niet-verkozene is, gebeurt de terugbetaling bij de gemeente, de provincie, de intercommunale, het zelfstandig gemeente- of provinciebedrijf of bij de huisvestingsmaatschappij waarvan het orgaan de betrokken persoon aangewezen heeft bij de rechtspersoon of de feitelijke vereniging die het te veel gekregen bedrag heeft gestort.

De betrokken persoon richt onverwijld het bewijs van de terugbetaling aan de controledienst.

§ 3. De beslissing van het controleorgaan wordt door laatstgenoemde overgemaakt aan de gemeente, de provincie, de publiekrechtelijke rechtspersoon, de privaatrechtelijke rechtspersoon of de feitelijke vereniging in kwestie. Die deelt aan de controledienst mee dat de terugbetaling weldegelijk is geschied.

## Titel 3. — Verval en straffen

## Enig Hoofdstuk

Artikel L5431-1. § 1. De Regering kan na afloop van de procedure bepaald in paragraaf 2 het verval vaststellen :

- van de oorspronkelijke mandaten, met inbegrip van de uitvoerende oorspronkelijke mandaten, en van de afgeleide mandaten van elke gemeente- of provincie-mandataris;
- van de mandaten toevertrouwd aan niet-verkozen personen ten gevolge van een beslissing getroffen door een orgaan van de gemeente, de provincie, een intercommunale, een zelfstandig gemeente- of provinciebedrijf of een huisvestingsmaatschappij,

indien de betrokken persoon geen aangifte heeft ingediend, willens en wetens een valse aangifte heeft ingediend of nagelaten heeft de onverschuldigd gekregen sommen binnen de haar toebedeelde termijn terug te betalen.

§ 2. Het controleorgaan deelt aan betrokkene per aangetekend schrijven een kennisgeving mee van de feiten die het verval kunnen inhouden.

Ten vroegste twintig dagen na het overmaken van de kennisgeving en na de betrokken persoon, eventueel bijgestaan door een raadsman van haar keuze, te hebben gehoord als zij daarom heeft verzocht binnen een termijn van acht dagen te rekenen van de ontvangst van de kennisgeving, kan de Regering het verval vaststellen in een gemotiveerde beslissing.

Van die beslissing wordt door toedoen van de Regering kennis gegeven aan de betrokken persoon en aan het orgaan waarin zij haar oorspronkelijke en afgeleide mandaten uitoefent.

Er kan op grond van artikel 16 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State een beroep tegen die beslissing worden ingediend. Het moet ingediend worden binnen de vijftien dagen na kennisgeving ervan.

Indien de betrokkene, na de kennisgeving bedoeld in § 2, lid 3, te hebben ontvangen, zijn bediening blijft uitoefenen hoewel hij kennis heeft van de oorzaak van het verval, is hij strafbaar met de straffen bepaald in artikel 262 van het Strafwetboek.

Boek 5 — Openbaarheid van de aangiften en van de werkzaamheden van het controleorgaan

Enige titel

Enig Hoofdstuk

Artikel L5511-1. § 1. Het controleorgaan houdt een kadaster van de mandaten bij. Dat kadaster bevat voor elke mandataris de opgave van de oorspronkelijke mandaten, de afgeleide mandaten, de openbare mandaten, bedieningen of ambten van politieke aard en de mandaten, leidende functies of beroepen, ongeacht de aard ervan uitgeoefend in de openbare sector of in opdracht van elke natuurlijke of rechtspersoon, elke instelling of feitelijke vereniging, vastgesteld in België of in het buitenland en geeft aan of ze aanleiding geven tot een bezoldiging en/of een voordeel in natura.

Dat kadaster wordt jaarlijks bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2. Deel 9 van de aangifte van de houder van een oorspronkelijk uitvoerend mandaat wordt door het controleorgaan onder gesloten omslag bewaard. Enkel een onderzoeksrechter is gemachtigd om inzage te krijgen in deel 9 van die aangifte in het kader van een strafonderzoek tegen die persoon.

§ 3. De Regering maakt jaarlijks een verslag over de uitvoering van de opdrachten van het controleorgaan aan het Parlement over.

Boek 6. — Diverse bepalingen

Enige titel

Enig Hoofdstuk

Artikel L5611-1. De Regering kan bij besluit in de voorgaande bepalingen de verzending van stukken per aangetekend schrijven door elke andere beveiligde verzending vervangen of ermee aanvullen.

Art. 6. Het vijfde deel wordt het zesde deel.

De artikelen L5111-1, 5111-2, L5111-3, L5211-1, L5211-2 worden de artikelen L6111-1, L6111-2, L6111-3, L6211-1, L6211-2.

In artikel L4142-1, § 2, 8° worden de woorden "artikelen L1122-7, § 2, L1123-17, § 1, L2212-7, § 2, of L2212-45, § 3" vervangen door de woorden "artikel L5431-1".



#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 865 (2008 — 218)

[2008/200818]

**20 DECEMBRE 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon pris en exécution de l'article 21 du décret du 8 décembre 2005 modifiant la loi organique du 8 juillet 1976 des centres publics d'action sociale. — Erratum**

Le § 4 de l'article 2 de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 24 janvier 2008, à la page 3784, doit se lire comme suit :

"§ 4. Les conseillers de l'action sociale, s'ils ne sont pas membres du conseil communal, sont assimilés aux conseillers communaux pour l'application des règles figurant dans la cinquième partie du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, lequel leur est applicable.

Pour l'application de l'article L5421-2, § 2, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation, le remboursement s'effectue au profit du conseil de l'action sociale."

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 865 (2008 — 218)

[2008/200818]

**20 DECEMBER 2007. — Besluit van de Waalse Regering genomen ter uitvoering van artikel 21 van het decreet van 8 december 2005 tot wijziging van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. — Erratum**

Paragraaf 4 van artikel 2 van bovenbedoeld besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 2008, blz. 3784, dient als volgt te worden gelezen :

"§ 4. De raadsleden voor het maatschappelijk welzijn worden, als ze geen lid zijn van de gemeenteraad, gelijkgesteld met de gemeenteraadsleden voor de toepassing van de regels opgenomen in het vijfde deel van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, die op hen van toepassing is.

Voor de toepassing van artikel L5421-2, § 2, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, gebeurt de terugbetaling ten bate van de raad voor het maatschappelijk welzijn."